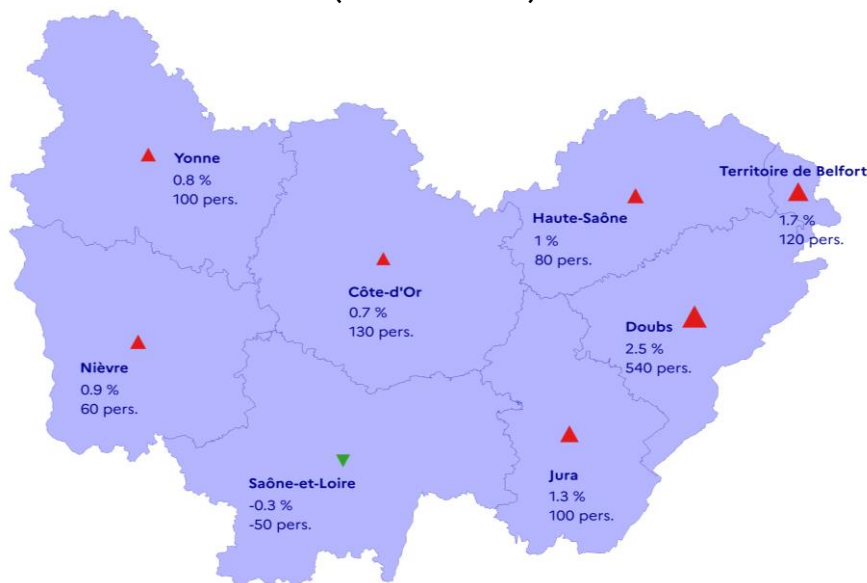


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 0,2 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2024

CHIFFRES CLÉS

- **DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)**
Cat. A : 6 630 (+ 0,9 % sur un trim.)
Cat. B, C : 5 400 (- 2,5 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : 12 030 (- 0,7 % sur un trim.)
- **TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)**
6,8 % au 2^{ème} trimestre 2024
+ 0,0 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)
- **EMPLOI SALARIÉ**
64 610 au 2^{ème} trimestre 2024
- 0,2 % par rapport au 1^{er} Trim. 2024
- **RECOURS À L'INTÉRIM**
1 600 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2024
- 3,2 % par rapport au 1^{er} Trim. 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

Au deuxième trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) diminue dans la Nièvre par rapport au 1er trimestre 2024, soit 130 emplois de moins. Hors intérim, les difficultés persistent dans l'industrie (-0,5 %). L'emploi repart à la baisse dans la construction (-0,6 %). Des pertes d'emplois sont également observées dans le commerce (-0,3 %). Plus gros employeur du département, les services non marchands stabilisent leurs effectifs. Les services marchands maintiennent de justesse leurs emplois (+0,1 %) malgré les créations observées dans les activités de transports-entrepôt. Sur un an, l'emploi salarié recule (-0,4 %) tandis qu'il reste stable au niveau régional. Le recours à l'intérim chute dans le commerce et les services, malgré un timide redémarrage dans l'industrie et la construction. Le dispositif d'activité partielle demeure à un niveau faible mais tend à être davantage mobilisé par rapport au 1er trimestre 2024. Sur un an, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 5 700) augmente légèrement (+0,4 %) alors qu'il diminue de 2 % au niveau régional.

Au troisième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle tend à diminuer par rapport au 2^e trimestre. Les défaillances d'entreprises augmentent par rapport à la même période en 2023 mais les emplois menacés restent stables. Comme au niveau régional, la demande d'emploi de catégorie A augmente fortement : +0,9 % (+1,1 % en région). En raison d'une baisse de l'activité économique, le nombre de demandeurs d'emploi déclarant une activité recule de 2,5 %. Globalement, la demande d'emploi pour les catégories ABC diminue (-0,7 %). La dégradation du marché du travail (catégorie A) touche exclusivement les femmes (+2 %). La situation de la demande d'emploi des jeunes s'améliore. Les inscriptions à France Travail, bien qu'en baisse sur le trimestre, dépassent toujours le nombre de sorties.

N'hésitez pas si vous avez besoin d'autres modifications ou d'informations supplémentaires !

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

3^{ème} Trimestre 2024

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Nièvre :

Données CVS-CJO

	T3 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	6 630	+0,9	+1,7
Catégories B, C	5 400	-2,5	-1,6
Catégories A, B, C	12 030	-0,7	+0,2

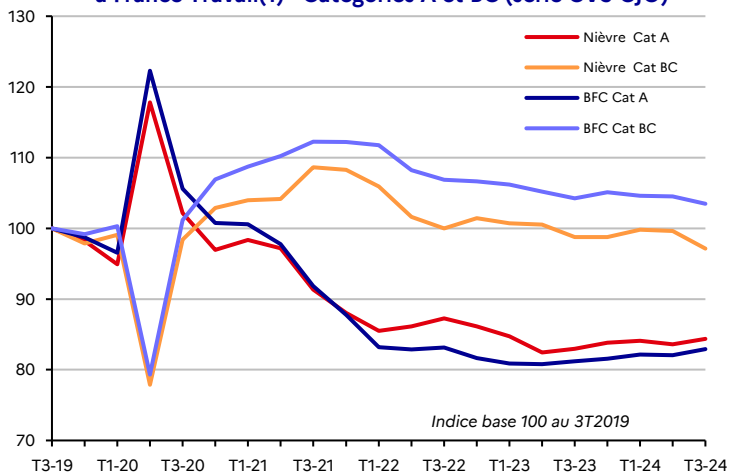
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T3 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	102 190	+1,1	+2,1
Catégories B, C	93 830	-1,0	-0,7
Catégories A, B, C	196 010	0,0	+0,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	3 550	0,0	+1,1	+1,5	+3,6
< 25 ans	520	-3,7	-5,5	+1,7	+3,1
25 - 49 ans	1 950	+2,1	+2,6	+1,5	+4,0
50 ans et plus	1 080	-0,9	+1,9	+1,5	+2,9
Femmes	3 080	+2,0	+2,3	+0,6	+0,6
< 25 ans	470	0,0	+2,2	-0,4	+0,6
25 - 49 ans	1 650	+1,2	0,0	+0,5	+0,6
50 ans et plus	960	+4,3	+6,7	+1,1	+0,4
Total	6 630	+0,9	+1,7	+1,1	+2,1
< 25 ans	990	-2,9	-2,9	+0,7	+2,0
25 - 49 ans	3 600	+1,7	+1,4	+1,0	+2,4
50 ans et plus	2 030	+1,0	+4,1	+1,4	+1,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	5 940	-2,0	-0,3	+0,2	+2,0
< 25 ans	880	-4,3	-3,3	+0,1	+2,0
25 - 49 ans	3 340	-0,6	-0,3	-0,2	+1,5
50 ans et plus	1 720	-2,8	+1,2	+0,9	+2,8
Femmes	6 090	+0,5	+0,7	-0,1	-0,4
< 25 ans	810	+2,5	+1,2	+0,2	+1,0
25 - 49 ans	3 370	0,0	0,0	-0,3	-1,0
50 ans et plus	1 910	+1,1	+1,6	+0,4	+0,1
Total	12 030	-0,7	+0,2	0,0	+0,7
< 25 ans	1 690	-1,7	-1,2	+0,1	+1,5
25 - 49 ans	6 710	-0,4	-0,3	-0,2	+0,3
50 ans et plus	3 630	-0,8	+1,4	+0,6	+1,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	6 710	-1,6	-0,3	-0,2	+1,4
DELD :					
1 à 2 ans	2 310	+0,4	+2,7	+0,2	+3,3
2 à 3 ans	1 070	+0,9	-1,8	+3,2	+3,4
3 ans et plus	1 940	+0,5	-0,5	-1,0	-5,8
Total DELD	5 320	+0,6	+0,8	+0,4	-0,1
Part des DELD	44,2%	+0,5 pt	+0,2 pt	+0,2 pt	-0,3 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2 2024	Moyenne annuelle 2024 2023	
Assurance chômage	5 200	5 410	5 270
Solidarité - Etat	700	700	730
Autres	180	200	170
Total DE indemnisés	6 070	6 110	6 000
Formation	320	340	410
Part des DE indemnisés* :			
Nièvre :	47,0%		
BFC	46,4%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Nièvre			BFC	
	T3 2024	Var. annuelle en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	277	-34	-11,0	+74	+1,6
Fin de mission d'intérim	65	-19	-23,0	-84	-4,8
Démission	83	+12	+17,5	-19	-1,4
Rupture conventionnelle	74	-6	-7,9	-14	-1,1
Licenc. économique	16	-2	-9,6	+152	+50,9
Autre licenciement	76	+6	+8,1	+34	+2,8
Première entrée ⁽¹⁾	90	+2	+2,3	-74	-5,5
Retour d'inactivité ⁽²⁾	229	-76	-24,9	-605	-13,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	249	-23	-8,3	-96	-2,6
Autre motif ⁽⁴⁾	79	+4	+5,3	+137	+10,2
Motif indéterminé	108	-6	-5,0	+20	+1,1
Total	1 344	-142	-9,5	-475	-2,1

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Nièvre			BFC	
	T3 2024	Var. annuelle en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	145	-41	-22,2	-437	-15,2
Entrée en stage ou formation	144	-23	-13,6	-57	-2,4
Arrêt de recherche**	117	+3	+2,9	-110	-5,8
dont maladie	63	-1	-1,6	-37	-3,3
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	584	+2	+0,3	-5	0,0
Radiation administrative	143	-8	-5,1	+12	+0,6
Autre cas ⁽²⁾	106	-19	-15,5	-40	-2,2
Total	1 238	-86	-6,5	-636	-3,1

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T3 2024	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Château-Chinon	730	+1,4	-1,4	50,7	9,6	42,5	7,3
Cosne	1 360	+1,5	0,0	47,1	12,5	32,4	8,2
Clamecy	630	+1,6	0,0	44,4	14,3	33,3	8,2
Nevers	3 900	+0,3	+2,9	46,2	16,9	27,7	8,4
Nièvre	6 630	+0,9	+1,7	46,5	14,9	30,6	8,2

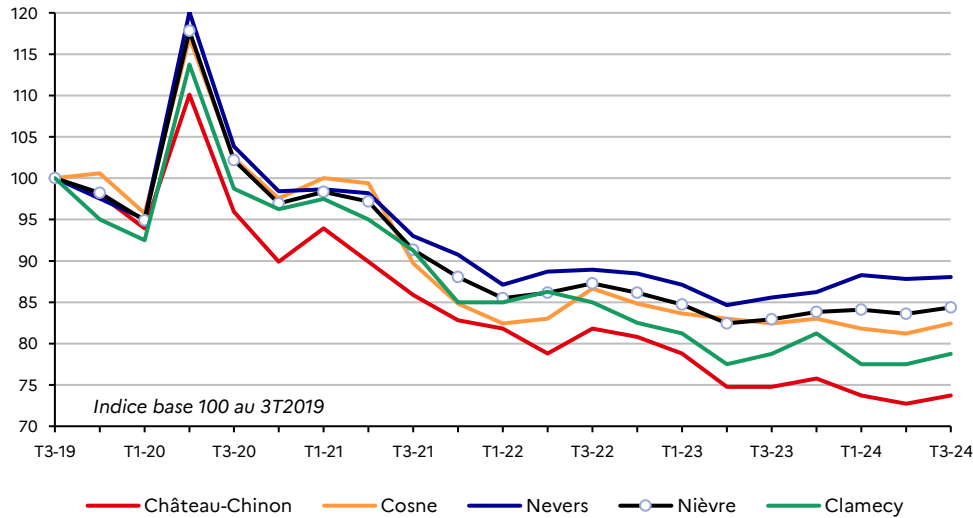
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2021

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T3 2024	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T3 2024	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Château-Chinon	1 400	-2,1	-0,7	710	0,0	+2,9
Cosne	2 610	+0,4	0,0	1 200	+2,6	+4,3
Clamecy	1 120	-1,8	-2,6	560	0,0	+5,7
Nevers	6 900	-0,6	+0,7	2 850	0,0	-1,7
Nièvre	12 030	-0,7	+0,2	5 320	+0,6	+0,8

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
110	-8,3	120	+9,1
240	-4,0	230	-4,2
90	-10,0	90	-10,0
750	-1,3	760	-1,3
1 190	-3,3	1 190	-2,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

Les entreprises

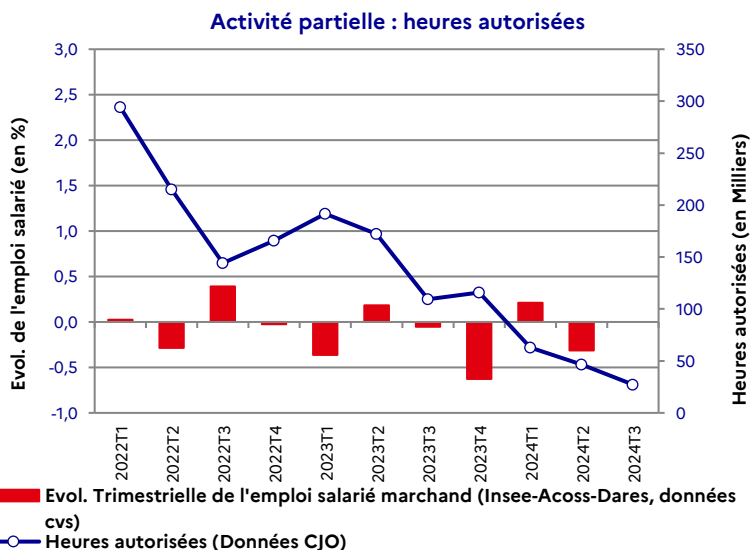
Activité partielle

Données CJO*		Nièvre	
		T2 2024	T3 2024
Heures autorisées			
Nombre de demandes en cours		24	16
Volume d'heures autorisées		46 493	27 266
dont :			
Agriculture		1 911	5 459
Industrie		37 835	19 553
Construction		885	0
Commerce		0	0
Services		5 862	2 254
Etablissements autorisés		21	15
dont : étabs de 50 sal. et plus		5	3
Nombre de salariés concernés**		587	398
Total heures autorisées 12 mois glissés		334 484	252 329

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

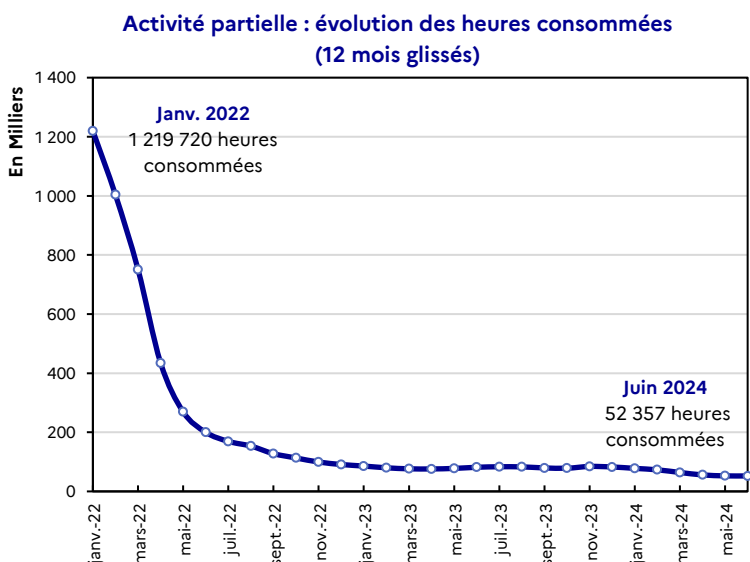


Données brutes		Nièvre	
		T1 2024	T2 2024
Heures consommées			
Nombre d'heures consommées*		6 983	15 030
dont :			
Agriculture		0	1 542
Industrie		5 156	9 951
Construction		504	0
Commerce		0	0
Services		1 323	3 537
Etabs ayant consommé des heures		17	14
dont : étabs de 50 sal. et plus		5	3
Nombre de salariés concernés**		72	145
Total heures consommées 12 mois glissés		64 138	52 357

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes		Nièvre	
		T3 2024	Evol./T3 2023
Créations d'entreprises			
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		475	-1,2
dont :			
Entreprises individuelles		77	+4,1
Micro-entrepreneurs		311	-1,9
Sociétés		87	-3,3
Cumul sur 12 mois glissés		2 019	+6,5
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		164	0,0
Cumul sur 12 mois glissés		726	+3,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif renouvelé. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Nièvre	
		T3 2024	Evol./T3 2023
Ouvertures de procédures			
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		30	+11,1
dont :			
Sauvegardes		4	s
Redressements judiciaires		12	-7,7
Liquidations judiciaires directes		14	0,0
Nombre d'emplois menacés		81	-12,0
dont :			
Agriculture		s	s
Industrie		s	s
Construction		35	+218,2
Commerce		6	-14,3
Services		36	+300,0
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		142	+13,6

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Nièvre 2 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	1 300	-20	-1,6	-60	-4,1	1 310	-20	-1,7	-60	-4,3
Industrie	8 460	-50	-0,5	+10	+0,2	9 350	+10	+0,1	-10	-0,1
Industrie agro-alimentaire	1 040	-10	-1,1	+10	+1,3	1 140	0	+0,3	+10	+1,0
Industries extractives, énergie, eau, déchets	810	0	-0,3	0	-0,2	850	-10	-1,3	0	-0,5
Equipements élec. électron. info., autres machines	830	+10	+1,4	+60	+7,2	900	+10	+1,6	+50	+6,1
Matériels de transport	930	0	-0,2	+30	+3,2	1 120	+20	+1,6	+90	+8,4
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	4 840	-40	-0,8	-80	-1,7	5 350	-10	-0,2	-160	-2,9
Construction	3 190	-20	-0,6	-20	-0,5	3 340	-20	-0,6	-10	-0,4
Commerce ; réparation auto.	8 320	-20	-0,3	-60	-0,7	8 600	-60	-0,7	-160	-1,8
Services marchands	15 030	+20	+0,1	-40	-0,2	15 430	-30	-0,2	-60	-0,4
Transports et entreposage	4 000	+50	+1,3	+130	+3,3	4 120	+20	+0,5	+110	+2,8
Hébergement et restauration	2 120	-30	-1,4	+40	+1,8	2 140	-30	-1,3	+40	+1,7
Information et communication	330	0	-0,3	-10	-3,8	330	-10	-3,4	-10	-4,2
Services financiers	1 250	-20	-1,9	+10	+1,1	1 250	-20	-1,9	+10	+1,2
Services immobiliers	460	0	+0,3	-10	-2,1	460	0	-0,1	-10	-2,2
Services aux entreprises	3 430	+20	+0,5	-200	-5,6	3 660	+10	+0,4	-210	-5,4
Services aux ménages	3 460	0	+0,1	+10	+0,4	3 460	0	-0,0	+10	+0,4
Services non marchands	26 490	-10	-0,0	+70	+0,3	26 570	-10	-0,0	+70	+0,3
Ensemble	62 790	-100	-0,2	-80	-0,1	64 610	-130	-0,2	-230	-0,4

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

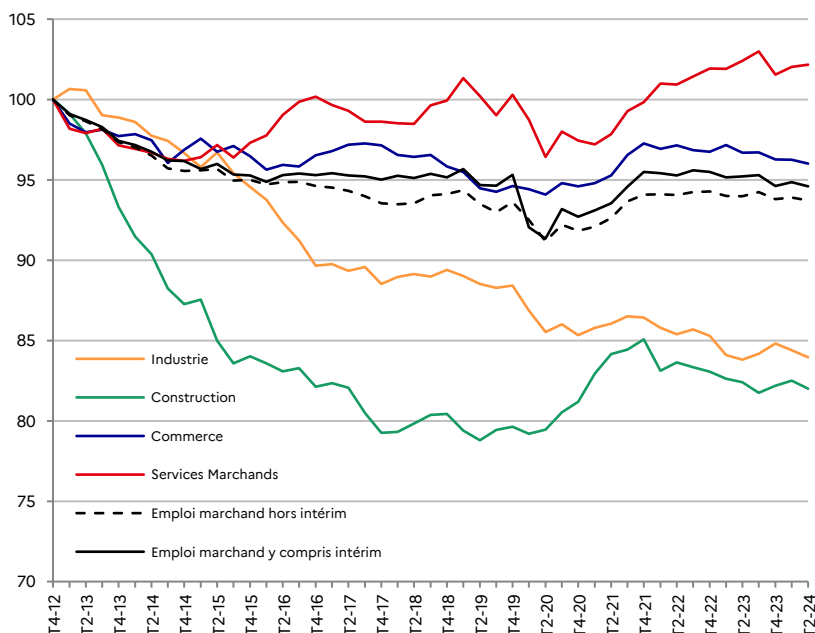
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

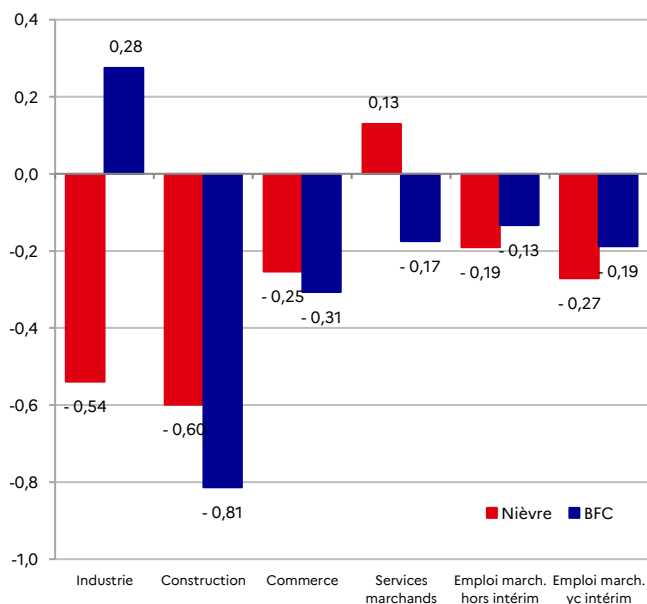
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} et le 2^{ème} trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Nièvre 2 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	10	+0,1	-44,3	0,5	-0,2	.	.	.	1,2	-0,5
Industrie	880	+2,4	-5,2	9,4	-0,5	850	-1,2	-7,6	2,5	+0,1
Construction	130	+2,5	+5,8	3,9	+0,2	110	-8,3	-15,4	3,2	+0,2
Commerce	100	-20,6	-25,1	1,1	-0,4	120	0,0	-7,7	3,9	-0,2
Services	500	-9,7	+0,9	3,2	+0,0	550	+1,9	+5,8	0,8	+0,2
Ensemble	1 600	-3,2	-4,3	4,2	-0,2	1 640	-1,2	-4,1	2,0	+0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

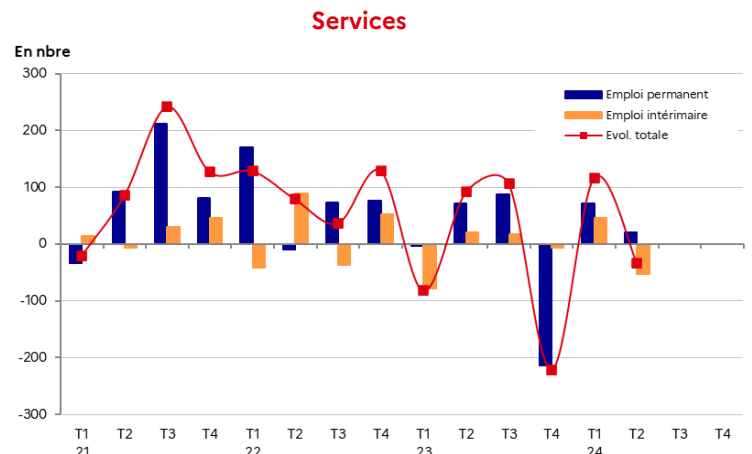
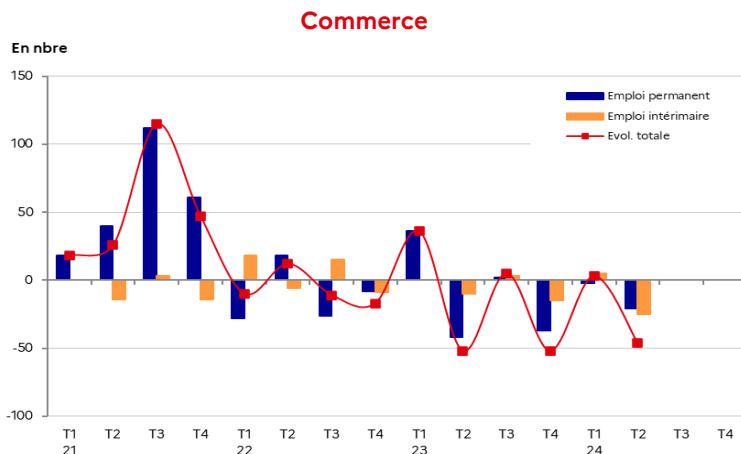
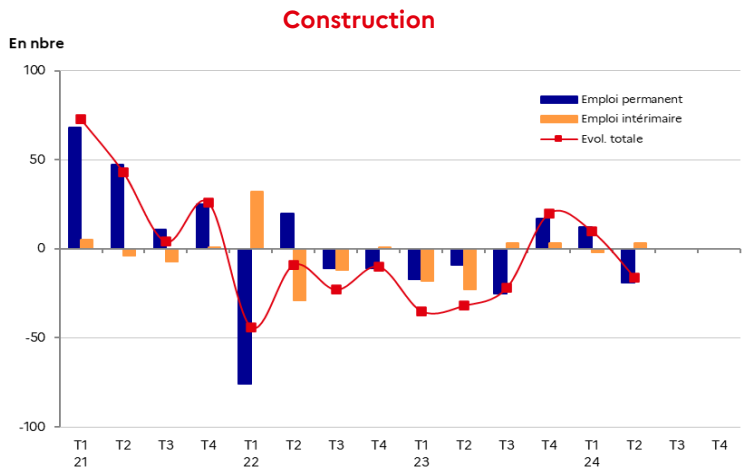
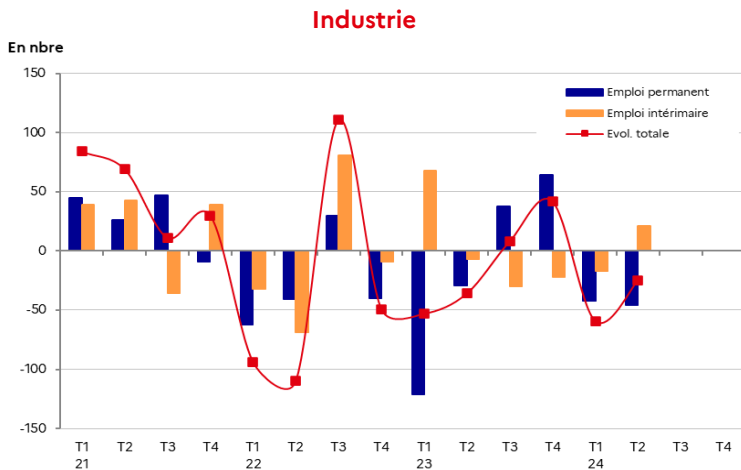
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Nièvre		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2^{ème} trimestre 2024						
Embauches		354	271	1 206	8 900	10 731
Répartition en %		3,3	2,5	11,2	82,9	100,0
dont en % :						
	CDD	54,0	49,8	74,3	90,7	86,6
	< 25 ans	37,6	27,7	55,8	23,5	27,7
	25 - 49 ans	51,1	52,8	31,7	50,6	48,6
	50 - 54 ans	4,5	5,2	3,3	8,5	7,7
	55 ans ou plus	6,2	11,1	8,2	16,4	15,0
	Femmes	32,8	8,1	54,8	63,2	59,9
Sorties		529	294	1 159	8 660	10 642
Répartition en %		4,9	2,7	10,8	80,7	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	23,4	27,6	53,3	86,7	78,3
	dont CDD < 1 mois	33,9	24,7	67,8	90,8	87,6
	Demissions	22,1	35,4	20,2	6,0	9,2
	Licenciements économiques	18,5	2,0	0,4	0,3	1,3
	Licenc. non économiques	11,5	10,9	9,6	2,5	3,9
	Retraite	8,7	3,1	2,5	0,8	1,4
	Ruptures Conventionnelles	6,6	7,5	4,7	1,0	1,8
	< 25 ans	21,0	21,1	45,0	22,6	24,9
	25 - 49 ans	47,6	55,4	38,2	50,6	49,3
	50 - 54 ans	10,2	8,2	3,7	8,3	7,9
	55 ans ou plus	20,4	12,9	12,7	17,6	17,1
	Femmes	31,0	7,1	53,8	63,6	59,4

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

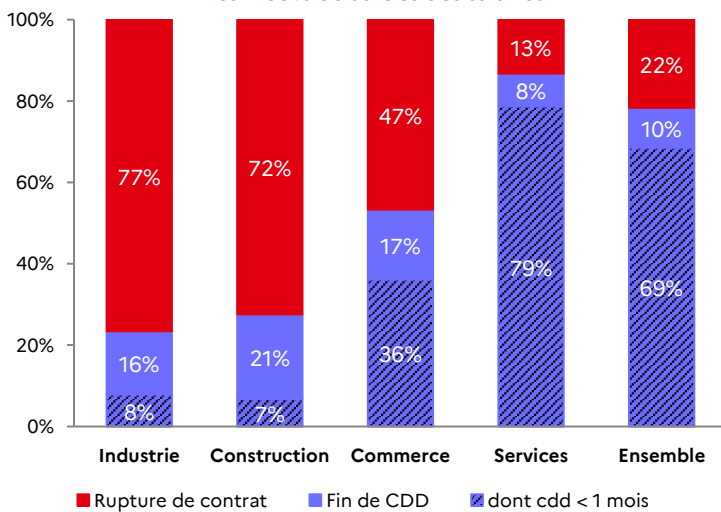
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

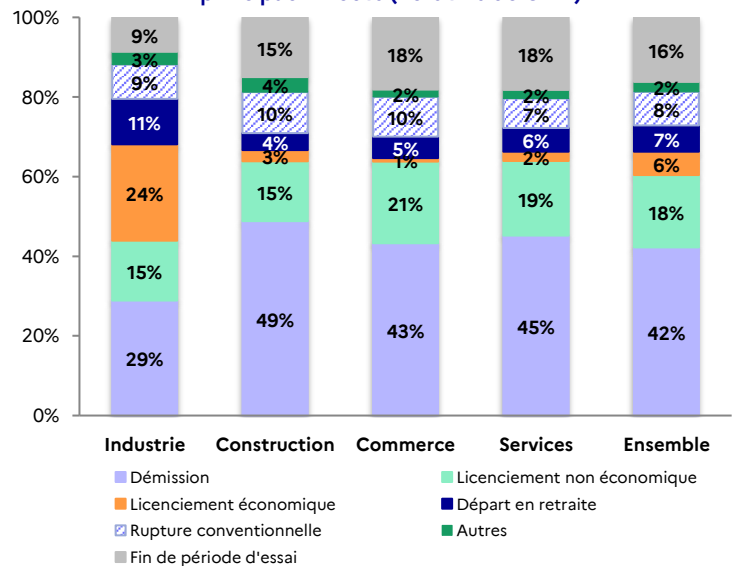
Lecture : Au 2^{ème} trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 54 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 18,5 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1,3 % tous secteurs confondus

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 36 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 29 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Nièvre		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2^{ème} trimestre 2024							
Actifs en emploi (en %)		10,0	57,0	13,8	19,2	53,6	29,8
Embauches		2 974	5 212	825	1 613	6 428	1 806
dont en % :							
	CDD	87,8	84,5	85,3	92,6	90,1	90,9
Sorties		2 649	5 244	840	1 818	6 321	1 634
dont en % :							
	Fins de CDD	78,6	78,2	77,3	79,3	84,1	84,6
	dont CDD < 1 mois	84,1	88,2	90,0	89,9	89,0	87,3
	Demissions	9,3	10,6	8,9	4,3	7,2	6,5
	Licenciements économiques	0,0	1,3	3,3	2,1	0,6	0,0
	Licenc. non économiques	6,3	3,2	3,7	2,8	3,1	4,4
	Retraite	0,0	0,0	0,1	8,3	0,9	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,9	2,5	2,4	1,0	1,3	0,6

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,6 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

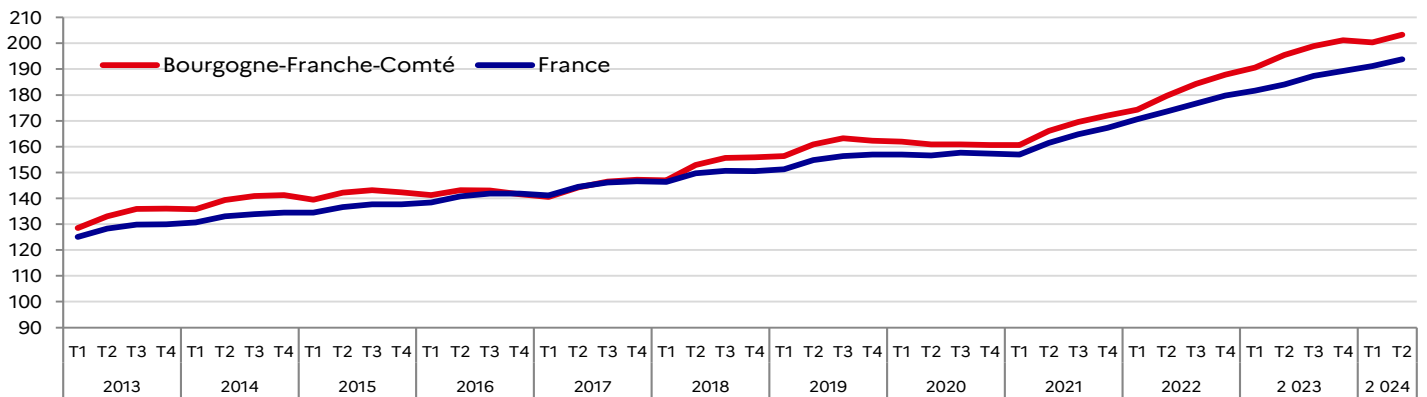
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	222 830	22,4	+0,1	+1 820	+0,8	248	0,5	+6,0	+29	+13,2
Doubs	254 900	199 810	20,1	+0,2	+880	+0,4	33 883	70,7	+1,4	+1 211	+3,7
Jura	116 590	87 870	8,8	-0,5	-410	-0,5	7 950	16,6	+1,7	+324	+4,2
Nièvre	80 648	64 610	6,5	-0,2	-230	-0,4	27	0,1	+8,0	+8	+42,1
Haute-Saône	104 664	69 300	7,0	-0,3	-580	-0,8	797	1,7	+3,0	+77	+10,7
Saône-et-Loire	238 264	191 480	19,2	-0,1	-310	-0,2	247	0,5	+5,1	+20	+8,8
Yonne	145 199	109 660	11,0	-0,3	-700	-0,6	33	0,1	+6,5	+8	+32,0
Territoire de Belfort	64 290	49 140	4,9	+0,0	-130	-0,3	4 732	9,9	+0,9	+171	+3,7
BFC	1 254 913	994 710	100,0	-0,1	+340	+0,0	47 917	100,0	+1,5	+1 848	+4,0

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

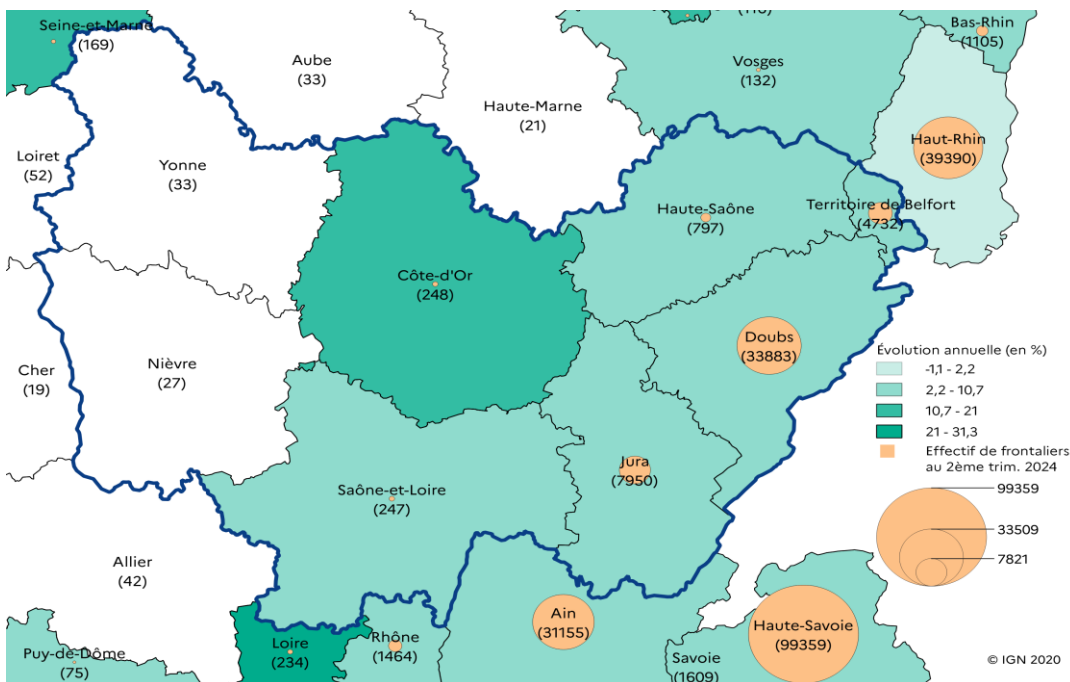
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 3,7 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 883 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Nièvre			BFC
	T3 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	59	123	-35,3	-33,9
jeunes	24	48	-40,7	-36,9
seniors	11	29	-32,6	-26,5
bénéficiaires RSA	18	35	+6,1	-17,6
DELD	30	60	-34,8	-33,7
TH	11	25	-26,5	-29,7
résidents QPV	5	11	+10,0	+2,8
résidents ZRR	32	80	-35,0	-41,5
éducation nationale	13	14	-17,6	-21,9
CIE Jeunes	s	24	-74,7	-75,2
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	176	502	-16,3	-4,4
dt résidents QPV	13	38	-35,6	+9,1
CEJ*	245	780	+2,6	-0,2
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	6	20	+53,8	+3,9
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T2024)				
- secteur public	s	s	-	+100,0
- secteur privé	69	155	-3,7	-0,4

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

s : secret statistique

** Données arrêtées à la semaine 39

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 2023
Côte d'Or	330	330	-14,7
Doubs	460	460	+13,9
Jura	265	265	-7,3
Nièvre	162	162	-17,3
Haute-Saône	156	156	-1,3
Saône-et-Loire	449	449	-0,4
Yonne	351	351	-6,9
Territoire de Belfort	115	115	-14,8
BFC	2 288	2 288	-4,4

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Nièvre		BFC
	T3 2024	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	121	-9,5	-11,1
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	697	-27,7	-15,7
CEJ*	484	+1,0	+9,8
IAE (au 1T 2024)	608	+0,1	-1,7

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2024	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2024)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 627	-0,9	37 673	-2,7	9 137	+4,6	1 383	-8,0
Doubs	12 320	-0,7	32 663	-4,0	10 493	+1,4	1 453	-11,0
Jura	3 413	-3,1	15 150	-4,8	5 570	+3,1	567	-7,1
Nièvre	5 680	+0,4	13 397	-3,2	6 497	+2,1	703	-4,5
Haute-Saône	3 947	-0,8	14 873	-4,1	5 920	+5,7	853	-6,9
Saône-et-Loire	9 483	-6,3	35 847	-4,6	12 710	+4,4	1 683	-11,2
Yonne	8 693	-0,5	22 520	-3,6	7 860	+1,1	1 080	-7,2
Territoire de Belfort	4 070	-4,2	9 380	-4,2	2 723	+9,2	583	-6,9
BFC	57 233	-2,0	181 503	-3,8	60 910	+3,4	8 305	-8,6

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

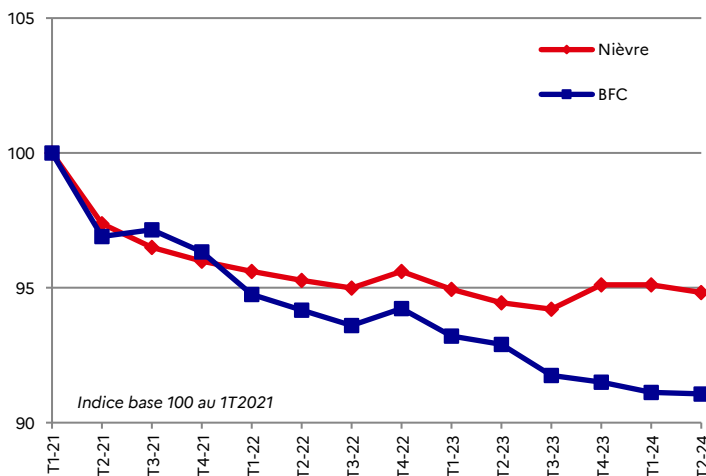
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

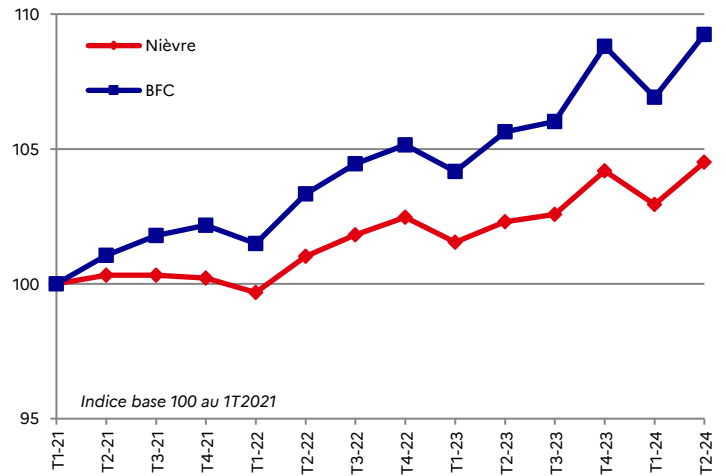
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

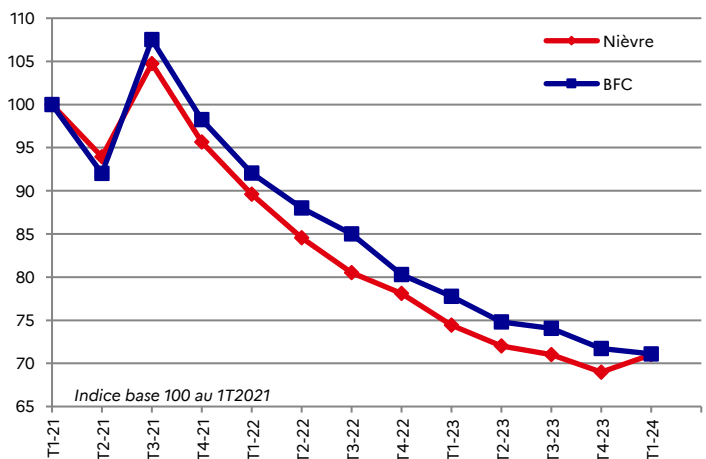
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

